Un joujou patronal

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1984)**

Heft 750

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1017182

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 750 8 novembre 1984

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs
Vingt-deuxième année

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

Points de vue:
Hélène Bezençon
Jeanlouis Cornuz
Géo Meylan

750

Domaine public

Un joujou patronal

Conjoncture mondiale en hausse, en baisse? Conjoncture helvétique, en hausse, en baisse? A la loterie des pronostics, les spécialistes livrent leurs petits secrets. Là où le jeu se corse, c'est lorsqu'il s'agit de mettre les prévisions et les derniers résultats en relation avec la politique sociale. Toute l'astuce consiste, dans les milieux patronaux et les cercles politiques «proches de l'économie», à dire à la fois que tout ne va pas si mal, Mme la marquise — pour ne pas décourager les troupes — mais aussi que tout ne va pas si bien que ça — pour ne pas donner prise à des revendications sociales supplémentaires.

Cérémonial immuable, trimestre après trimestre, lorsque tombent les chiffres officiels et que fleurissent les extrapolations sur la «croissance» suisse.

Voyez, à la fin du mois d'octobre dernier, la très patronale Société pour le développement de l'économie suisse (Sdes, bulletin d'information n° 45) aux prises avec une croissance «réelle» enregistrée de 1% en 1983, et une amélioration prévue pour cette année, avec une baisse comprise peut-être entre 2 et 3%! D'abord, un premier avertissement: le mieux est modeste par rapport à l'étranger — tiens, il n'est plus question d'un «cas particulier» helvétique unique et incomparable, systématiquement brandi lorsqu'il s'agit de négocier les «avantages» sociaux! — Et ensuite, ce mieux-là n'a rien à voir avec ce que l'on a connu dans le passé; et d'appeler à la rescousse les statistiques 1950-1973, avec une croissance du produit intérieur brut de 4,4% annuellement — pourquoi ne pas remonter plus haut, on ne le saura jamais...

Pas besoin d'aller plus loin: cette légère démonstration chiffrée suffit à justifier le blocage de la politique sociale. On vous la reproduit une fois pour toutes, formulation quasi immuable, pour vous épargner le temps de la relire à l'avenir: «... Ce n'est pas avec de tels taux de croissance que l'on peut justifier d'imposer de nouvelles exigences matérielles à l'Etat et à l'économie. Celle-ci étant soumise à une énorme pression d'adaptation et d'innovation, n'a vraiment pas besoin de réductions générales de la durée du travail accompagnées de compensations de salaires, ni d'une nouvelle extension des prestations sociales (en matière d'assurance-maladie par exemple).» Etc. etc.

Suite et répétition au prochain numéro. Vous avez dit concertation entre «partenaires sociaux»?

PS. Comme de juste, les milieux patronaux n'ont pas de peine à trouver des cautions «scientifiques» à leur équilibrisme conjoncturel. Fin octobre, la Sdes répercutait les propos de M. Leutwiler, président de la Banque nationale, dans sa dernière conférence de presse: «Deux pour cent? Voilà qui sans doute ne suffirait pas à satisfaire des revendications sociales exagérées, mais qui correspond parfaitement, selon M. Leutwiler, aux possibilités de croissance à long terme de l'économie suisse.» Encore plus fort: juste la dose que supporte l'économie... et malheureusement, juste pas la dose qui autoriserait des progrès sociaux significatifs («exagérés»!). Cqfd.

GROS SOUS ET LOBBIES

Transports: une autre voix

Politique des transports: haut-parleurs à foison pour répercuter le poids des intérêts en jeu dans l'essor continu des transports privés. Mais qui dira assez haut, face au déchaînement des lobbies de la route, les retombées des transports publics pour l'économie suisse? Pour 1983, les sommes dépensées en Suisse par des entreprises de transports publics pour des investissements de tous genres (matériel roulant, constructions, installations techniques, etc.) s'élevaient à quelque 2097 millions de francs.